

et pour l'exportation . . . » Le Gouvernement allemand menaça que si cela se réalisait sans accord préalable avec lui, il «se verrait obligé de retirer toutes les faveurs consenties jusqu'ici en matière de ravitaillement du Grand-Duché.»<sup>14)</sup>

Non sans fierté le docteur Welter relate la scène qu'il eut avec « le néfaste Tessmar » qui était venu le menacer parce qu'il lui avait refusé de faire transporter de la viande à Trèves. «Vous êtes un effronté, lui aurait dit Welter, et à partir d'aujourd'hui vous ne mettez plus les pieds dans mon bureau.» Au scepticisme exprimé à ce sujet par Auguste Thorn, M. Welter répliqua: «Il y a un rapport. Je peux vous le démontrer, parce que Tessmar est allé immédiatement se plaindre de ce que je l'ai traité ainsi.»<sup>15)</sup>

Dans la séance du 18. 6. 1920 Welter attaque le Gouvernement Reuter pour sa politique extérieure, qu'il considère comme «entachée d'équivoque et de duplicité.»<sup>16)</sup> Il s'en prend au referendum contre lequel s'était prononcé le parti socialiste «dans son ensemble.» Prétendant avoir appris de vive voix «les sentiments que . . . les politiciens belges ont nourris dès le lendemain de notre referendum», il ajoute: «Je sais pertinemment que nous aurions de meilleures conditions si cette aventure n'avait pas eu lieu, si nous n'avions pas froissé inutilement la nation belge.»

Lorsque François Altwies laissa tomber le mot d'annexionnisme, Welter cita ce que lui avaient dit textuellement les ministres belges Hymans et Delacroix:

«Si vous allez prendre vos renseignements dans les journaux, ou si vous vous adressez à des politiciens d'occasion qui n'ont pas d'influence au ministère des affaires étrangères belge, alors . . . vous pouvez admettre qu'il y a des annexionnistes en Belgique. Mais jamais le Gouvernement, nous qui sommes seuls responsables de la politique étrangère, . . . jamais il n'y avait dans les sphères officielles en Belgique un seul annexionniste.»<sup>17)</sup>

Michel Welter finit son discours en demandant «pourquoi la Grande-Duchesse Marie-Adelaïde avait été sacrifiée?» Et, une fois de plus, il précisa comme suit l'attitude de son parti à ce sujet: «Dans notre presse nous n'avons pas combattu la Grande-Duchesse Marie-Adelaïde. Au contraire vous vous rappelez que les articles qui ont paru étaient très sympathiques à la Grande-Duchesse. Nous sommes . . . républicains . . . mais nous n'avons jamais combattu la dynastie et la Grande-Duchesse Marie-Adelaïde avec des armes déloyales. Nous avons toujours cru que le pays avait le droit d'apprendre les vrais motifs de son départ. La Grande-Duchesse Marie-Adelaïde a été sacrifiée, elle vit maintenant en exil où elle peut répéter les paroles de Grégoire VII: Ego dilexi justitiam et odi iniquitatem, propterea morior in exilio . . . »<sup>18)</sup>

Le 27. 7. 1920 on reprend la question de Mondorf-Etat laissée en suspens lors de la discussion du Budget. Il s'agit de la construction d'un nouvel établissement thermal pour lequel le Gouvernement a demandé un crédit de deux millions. Welter juge le problème assez important pour le faire étudier par une commission spéciale. Le lendemain, la Chambre